

Service Environnement, Sous-Produits,  
Alimentation Animale et Pharmacie

ANGERS, le 31/01/2022

Cité Administrative - 49047 ANGERS Cedex 01

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 18/01/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **FAISANDERIE D'ANJOU (SAS)**

Route de Briollay  
ST SYLVAIN D'ANJOU  
49480 VERRIERES EN ANJOU

Références : 2022\_01\_18 RapportInspection Faisanderie

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/01/2022 dans l'établissement FAISANDERIE D'ANJOU (SAS) implanté Route de Briollay ST SYLVAIN D'ANJOU 49480 VERRIERES EN ANJOU. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Transmission de l'outil de production à M. BOURASSEAU qui va devenir le futur gérant de la Faisanderie d'Anjou

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- FAISANDERIE D'ANJOU (SAS)
- Route de Briollay ST SYLVAIN D'ANJOU 49480 VERRIERES EN ANJOU
- Code AIOT dans GUN : 0054902090
- Régime : Autorisation

Élevage de faisans et de perdrix avec des reproducteurs en cages et jeunes sujets en volières pour du repeuplement et du lâcher. Il existe également une activité d'accouaison avec exportation de poussins d'un jour et d'œufs à couvrir. Installation soumise à autorisation.

### **2) Constats**

#### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Enclos, volières et parcours de volailles	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 21	/	
Mise en œuvre des MTD	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42-II	/	

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Conformité de l'installation à la demande d'autorisation	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 3	/	
Propreté – Insectes – Rongeurs	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 10	/	
Applicabilité des programmes d'actions nitrates	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 16-II	/	
Émissions atmosphériques d'ammoniac	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 45	/	

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les plaintes qui sont assez nombreuses doivent être traitées avec rigueur et le registre doit permettre de consigner celles-ci et démontrer les actions engagées en matière de prévention.

### 2-4) Fiches de constats

**Nom du point de contrôle :** Conformité de l'installation à la demande d'autorisation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 3
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la demande d'autorisation.
<b>Constats :</b> Les effectifs précisés dans votre dossier d'actualisation seront intégrés au projet d'arrêté complémentaire et ils seront désormais en emplacements et non en équivalents animaux. L'augmentation peut paraître importante mais lorsque l'on compare la capacité en équivalents, la différence est assez réduite compte tenu de la proportion des différentes espèces. Dans la mesure où la capacité demandée est l'effectif maximum (retard de départ d'animaux dans les volières), si elle est refusée, nous pourrions vous demander de respecter la capacité à hauteur de l'effectif autorisé en équivalent (cf arrêté d'autorisation). Le changement de gérance sera à confirmer avec l'envoi d'un nouvel extrait K-bis. Comme précisé lors de notre rencontre, il me paraît essentiel de présenter les nouveaux interlocuteurs à M. CHUDEAU. Une proposition de courrier a été adressée à M. le Préfet vis-à-vis du nouveau courrier du 7 janvier 2022.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**Nom du point de contrôle : Propreté – Insectes – Rongeurs**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 10
<b>Prescription contrôlée :</b> Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés, notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières.  Toutes dispositions sont prises aussi souvent que nécessaire pour empêcher la prolifération des insectes et des rongeurs ainsi que pour en assurer la destruction.
<b>Constats :</b> Les plaintes vis-à-vis des insectes sont assez fréquentes et les enregistrements des pratiques seront à maintenir de manière rigoureuse. En effet, ils permettent de s'assurer du respect du protocole et de certifier la nature des produits utilisés au niveau des endroits prévus.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**Nom du point de contrôle : Applicabilité des programmes d'actions nitrates**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 16-II
<b>Prescription contrôlée :</b> Dans les zones vulnérables aux pollutions par les nitrates, délimitées conformément aux dispositions des articles R.211-75 et R.211-77 du Code de l'environnement, les dispositions fixées par les arrêtés relatifs aux programmes d'action pris en application des articles R.211-80 à R.211-83 du Code de l'environnement sont applicables.
<b>Constats :</b> Le fumier issu des bâtiments est entreposé sur la fumière avant envoi chez votre repreneur. Les conditions d'entreposage sur la future parcelle d'épandage sont fixées par le programme national Nitrate et elles ont fait l'objet de nombreuses tractations au niveau de l'Europe durant le dernier contentieux. Ainsi, il existe des conditions de lieux, de durée, de couverture, d'enregistrement, de volume qui sont à prendre en compte par votre repreneur. Au regard des constats effectués sur le département, il me semble opportun de l'informer sur les obligations qu'il a en la matière. Je suis conscient que cette information est délicate vis-à-vis cette exploitation, mais les conséquences financières peuvent être importantes en cas de constat de mauvaise pratique. Le simple fait de porter à sa connaissance cette règle d'entreposage (fiente sans litière et fumier (fientes et litière)) permet une sensibilisation de cet exploitant qui utilise vos effluents.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**Nom du point de contrôle :** Enclos, volières et parcours de volailles

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 21
<b>Prescription contrôlée :</b> Pour l'élevage de volailles en enclos, en volières et en parcours, toutes les précautions sont prises pour éviter l'écoulement direct de boues et d'eau polluée vers les cours d'eau, le domaine public et les terrains des tiers. Lorsque la pente du sol est supérieure à 15 % un aménagement de rétention des écoulements potentiels de fientes, par exemple un talus, continu et perpendiculaire à la pente, est mis en place le long de la bordure aval du terrain concerné, sauf si la qualité et l'étendue du terrain herbeux est de nature à prévenir tout écoulement.  Lorsque les volailles ont accès à un parcours en plein air, un trottoir en béton ou en tout autre matériau étanche, d'une largeur minimale d'un mètre, est mis en place à la sortie des bâtiments fixes. Les déjections rejetées sur les trottoirs sont raclées et soit dirigées vers la litière, soit stockées puis traitées comme les autres déjections.  Les parcours des volailles sont herbeux, arborés, ou cultivés, et maintenus en bon état. Toutes les dispositions sont prises en matière d'aménagement des parcours afin de favoriser leur fréquentation sur toute leur surface par les animaux.  La rotation des terrains utilisés s'opère en fonction de la nature du sol et de la dégradation du terrain. Un même terrain n'est pas occupé plus de vingt-quatre mois en continu. Les terrains sont remis en état à chaque rotation par une pratique culturale appropriée. <b>Constats :</b> Le dossier d'actualisation démontre la gestion des fumiers issus des bâtiments mais il omet totalement la gestion des fientes sous les cages des reproducteurs. Il faut préciser l'entretien des effluents pendant la présence des gibiers puis son mode d'évacuation (fréquence, modalité de retrait, etc ..) et son mode de valorisation sur un plan d'épandage ou dans une unité de traitement. La valeur fertilisante est non négligeable et les conditions de stockage ou d'entreposage sur la future parcelle d'épandage constituent une sensibilité particulière qu'il faudra décrire dans le document.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites

**Nom du point de contrôle :** Mise en œuvre des MTD

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42-II
<b>Prescription contrôlée :</b> Au plus tard le 21 février 2021, « l'exploitant d'une installation visée au I met en œuvre les meilleures techniques disponibles applicables aux installations mentionnées au I. ».  Sans préjudice des dispositions de l'article L.181-14 du Code de l'environnement, l'installation respecte les niveaux d'émission.  L'exploitant met en œuvre des dispositions de surveillance notamment des émissions et des consommations répondant aux exigences des conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour l'élevage intensif de volailles ou de porcs susvisés. <b>Constats :</b> Le registre des plaintes concernant le bruit, les odeurs, les insectes est à tenir de manière plus formelle car ce document répond à une meilleure technique disponible et il constitue un élément d'appréciation important dans la gestion des plaintes par le service. Les éventuelles actions correctives apportées seront à préciser.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites

**Nom du point de contrôle :** Émissions atmosphériques d'ammoniac

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 45
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant déclare chaque année les émissions atmosphériques d'ammoniac provenant de chaque bâtiment d'hébergement et pour chaque catégorie animale sur le site internet mis à disposition pour le registre des émissions de polluants et des déchets dans les modalités prévues par l'arrêté du 31 janvier 2008 susvisé. « L'exploitant transmet, en annexe de sa déclaration, les informations sur lesquelles les valeurs qu'il a déclarées sont basées. Si des outils de calcul ont été utilisés afin de déterminer ces émissions, ils sont transmis sans modification de leur format de fichier. » Pour les exploitants des installations autorisées avant la parution des conclusions MTD, la première déclaration est faite début 2021 pour les émissions de l'année 2020
<b>Constats :</b> La déclaration annuelle des émissions atmosphériques a été effectuée pour l'année écoulée et la campagne 2022 a été ouverte depuis le début janvier jusqu'à la fin mars. La nouvelle déclaration sera à réaliser dans le délai imparti.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite